



CHAPITRE 99

Loi concernant la ville de Saint-Raymond et La corporation municipale de la paroisse de Saint-Raymond ainsi que Les commissaires d'écoles pour la ville de Saint-Raymond et la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf

[Sanctionnée le 12 décembre 1957]

CHAPTER 99

An Act respecting the town of Saint-Raymond and The municipal corporation of the parish of Saint-Raymond, and also The school commissioners for the town of Saint-Raymond and the parish of Saint-Raymond, in the county of Portneuf

[Assented to, the 12th of December, 1957]

Préambule.

ATTENDU que La corporation municipale de la ville de Saint-Raymond et La corporation de la paroisse de Saint-Raymond ont, par leur pétition, représenté ce qui suit:

Qu'il est nécessaire pour la bonne administration de leurs affaires que des pouvoirs additionnels leur soient accordés aux fins d'augmenter leurs revenus;

Attendu qu'elles demandent l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition, en autorisant la ville de Saint-Raymond à imposer une taxe de vente de deux pour cent dans les limites de la ville de Saint-Raymond et de la paroisse de Saint-Raymond, ladite taxe à être partagée entre les deux corporations municipales dans la proportion de soixante-quinze pour cent pour la ville de Saint-Raymond et de vingt-cinq pour cent pour la paroisse de Saint-Raymond;

Attendu que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Raymond demandent l'adoption d'une loi permettant que la taxe d'éducation, déjà perçue par La commission scolaire de la ville de Saint-Raymond, soit partagée entre les deux municipalités scolaires dans la proportion de quatre-vingt pour cent pour La commission scolaire de

WHEREAS The municipal corporation of the town of Saint-Raymond and The corporation of the parish of Saint-Raymond have, by their petition, represented as follows:

That it is necessary for the good administration of their affairs that they be granted further powers with a view to increasing their revenues;

Whereas they pray for the passing of an act for the above mentioned purposes and it is expedient to grant the prayer contained in the said petition, by authorizing the town of Saint-Raymond to impose a tax of two per cent within the limits of the town of Saint-Raymond and of the parish of Saint-Raymond, the said tax to be divided between the two municipal corporations in the proportions of seventy-five per cent to the town of Saint-Raymond and of twenty-five per cent to the parish of Saint-Raymond;

Whereas The school commissioners for the municipality of the parish of Saint-Raymond pray for the passing of an act permitting that the education tax, already collected by The school commission of the town of Saint-Raymond, be divided between the two school municipalities in the proportion of eighty per cent to The school commission of the town of Saint-

Preamble.

la ville de Saint-Raymond et de vingt pour cent pour La commission scolaire de la paroisse de Saint-Raymond;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe de
vente
autorisée.

1. Le conseil de la ville de Saint-Raymond est autorisé à décréter et imposer, par résolution, un impôt spécial de deux pour cent, dit taxe de vente, de même nature, établi sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujet aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Prélève-
ment.

2. Cette taxe sera prélevée sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites de la ville de Saint-Raymond et de la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf.

Achats
faits en
dehors du
territoire.

3. La ville de Saint-Raymond est autorisée à prélever et à percevoir des personnes résidant ou faisant affaires dans les limites de la ville de Saint-Raymond et de la paroisse de Saint-Raymond, une taxe d'usage ou de consommation sur tous biens mobiliers apportés dans ledit territoire pour usage ou consommation, par elles-mêmes. Cette taxe est du même montant que si cette personne avait acheté ledit bien dans le territoire. Elle doit, dès que le bien est apporté dans le territoire assujéti, en faire rapport à la ville de Saint-Raymond en lui transmettant ou en produisant la facture d'achat avec tous renseignements que cette dernière pourra exiger, et payer en même temps à cette dernière, le montant de la taxe susdite.

Percep-
tion.

4. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps et de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des

Raymond and of twenty per cent to The school commission of the parish of Saint-Raymond;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Sales tax
author-
ized.

1. The council of the town of Saint-Raymond is authorized to enact and impose, by resolution, a special tax of two per cent called sales tax, of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88 and its amendments).

Levy.

2. Such tax shall be levied on the retail sale or purchase price of any moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the limits of the town of Saint-Raymond and of the parish of Saint-Raymond, in the county of Portneuf.

Purchases
made
outside
territory.

3. The town of Saint-Raymond is authorized to levy and to collect from the persons residing or carrying on business within the limits of the town of Saint-Raymond and of the parish of Saint-Raymond, a use or consumption tax on all moveable property brought into the said territory for use or consumption, by such persons. Such tax shall be of the same amount as if such person had bought the said property in the territory. As soon as such property is brought into the territory subject to such tax, such person shall report to the town of Saint-Raymond by transmitting or producing to it the purchase invoice and such information as the municipality may require, and shall pay at the same time, to such municipality, the amount of the aforesaid tax.

Collec-
tion.

4. The said tax shall be levied and collected at the same time and in the same way, upon the same conditions and with the same sanctions as the tax col-

articles 4 et 5 dudit chapitre 88, des Statuts refondus, 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

lected under sections 4 and 5 of the said chapter 88, of the Revised Statutes, 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Partage.

5. Le revenu annuel perçu par la ville de Saint-Raymond provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par la ville pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois entre la ville et la paroisse de Saint-Raymond dans un proportion de soixante-quinze pour cent pour la ville de Saint-Raymond et de vingt-cinq pour cent pour la paroisse de Saint-Raymond.

5. The annual revenue collected by the town of Saint-Raymond from the said tax, after deduction of the expenses incurred by the town for the imposition and collection of such revenue, shall be divided every three months between the town and the parish of Saint-Raymond in the proportion of seventy-five per cent to the town of Saint-Raymond and twenty-five per cent to the parish of Saint-Raymond. Division.

Conventions.

6. La ville de Saint-Raymond est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

6. The town of Saint-Raymond is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act. Agreements.

Droits trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de La corporation municipale de la ville de Saint-Raymond concernant la perception de ladite taxe de vente et les poursuites pour infractions à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of The municipal corporation of the town of Saint-Raymond respecting the collection of the said sales tax and proceedings for infringement of this act. Rights transferred.

Disposi-
tions ap-
plicables.

7. L'article 28 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), est déclaré applicable, *mutatis mutandis*, à ladite taxe de vente que pourra, si elle le désire, imposer la ville de Saint-Raymond en vertu de la présente loi.

7. Section 28 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), is declared applicable, *mutatis mutandis*, to the said sales tax which the town of Saint-Raymond may, if it so desire, impose under this act. Provisions to apply.

1950-51,
c. 123,
a. 1, am.

8. L'article 1 de la Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond (14-15 George VI, chapitre 123) est modifié, en ajoutant dans la dix-neuvième ligne, après les mots "village de Saint-Raymond" les mots suivants "et La municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Raymond".

8. Section 1 of the act respecting The school commissioners for the municipality of the village of Saint-Raymond (14-15 George VI, chapter 123) is amended, by adding in the nineteenth line, after the words "village of Saint-Raymond," the following words "and The school municipality of the parish of Saint-Raymond". 1950-51, c. 123, s. 1, am.

Partage.

9. Le revenu annuel perçu par La commission scolaire de la ville de Saint-Raymond, provenant de sa taxe d'éducation sera, après déduction des dépenses encourues par ladite commission scolaire pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois, à compter du premier janvier 1958, par La commission scolaire de la ville de Saint-Raymond entre

9. The annual revenue collected by The school board of the town of Saint-Raymond from its education tax shall, after deduction of the expenses incurred by the said school board for the imposition and collection of such revenue, be divided every three months, from and after the first of January, 1958, by The school board of the town of Saint-Raymond, between Partition.

elle et La commission scolaire de la paroisse de Saint-Raymond, dans la proportion de quatre-vingt pour cent (80%) pour la commission scolaire de la ville et de vingt pour cent (20%) pour la commission scolaire de la paroisse. La proportion de quatre-vingt pour cent (80%) pour La corporation scolaire de la ville de Saint-Raymond et la proportion de vingt pour cent (20%) pour La corporation scolaire de la paroisse de Saint-Raymond seront partagées respectivement entre les commissions scolaires catholiques concernées et les syndicats d'écoles protestantes de la paroisse de Saint-Raymond au prorata du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

itself and The school board of the parish of Saint-Raymond, in the proportion of eighty per cent (80%) for the school board of the town and of twenty per cent (20%) for the school board of the parish. The proportion of eighty per cent (80%) for The school corporation of the city of Saint-Raymond and the proportion of twenty per cent (20%) for The school corporation of the parish of Saint-Raymond shall be respectively apportioned between the concerned Catholic school commissions and the Protestant school trustees of the parish of Saint-Raymond proportionately to the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each of the school corporation concerned, as determined by the census provided for in section 285 of the Education Act. In case of difference of opinion in this respect, the Superintendent of Education shall decide in last resort.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.